

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20250620-15363-DE-1-1
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND

Directeur général



Pas de Calais Habitat

4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 20 JUIN 2025

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur CAGIN, Monsieur DHAUSSY, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Madame LEFEBVRE, Madame LEROUGE, Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PANNIER, Monsieur PILCH, Madame SAVESTE, Monsieur DUCONSEIL, FLAMENT.

Excusés : Monsieur GLORIAN qui a donné pouvoir à Monsieur BAUDE, Monsieur PEZE qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY.
Madame ROSSIGNOL.

LENS-LIEVIN Avenant n°02 à la Convention Pluriannuelle des Projets de Renouvellement Urbain de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin

Direction du patrimoine et de la maîtrise d'ouvrage

Rapporteur : M. [REDACTED]

I – CONTEXTE

Lors de sa séance en date du 06 novembre 2020, le Conseil d'administration de Pas-de-Calais habitat a autorisé la signature de la Convention Pluriannuelle de Renouvellement Urbain de la Communauté d'Agglomération de Lens Liévin.
Cette convention a été signée le 20 mai 2021.

Lors de sa séance en date du 30 juin 2023, le Conseil d'administration de Pas-de-Calais habitat a autorisé la signature de l'avenant n°01 faisant l'objet d'évolutions à la convention initiale.

Cet avenant a été signé le 26 avril 2024.

La convention fait l'objet de nouvelles évolutions reprises dans un avenant portant le n°02.

II – OBJET DE L'AVENANT

L'objet du présent avenant consiste en l'intégration des évolutions suivantes :

- Ajustement des contreparties foncières, Cité du 12/14 de Lens ;
- Amplification du projet du secteur R8, Cité du 12/14 de Lens ;
- Ajustement des contreparties foncières à Action Logement ;
- Ajustement du projet de résidentialisation, Cité du 12/14 de Lens ;
- Ajustement de l'opération CAJ qui passe d'une réhabilitation à une démolition – reconstruction, Cité du 12/14 de Lens ;
- Modification du projet urbain et de la programmation habitat, quartier Calonne-Marichelles - Vent-de-Bise à Liévin ;
- Amplification de la reconstitution de l'offre - 20 LLS supplémentaires, quartier Calonne-Marichelles - Vent-de-Bise à Liévin ;
- Abandon de l'opération « parc avenue » quartier Vent de Bise, Liévin ;
- Ajustement du périmètre de l'opération secteur 1, quartier République- cité 4, Avion ;
- Abandon de l'opération « aide à la minoration de loyer », quartier République-cité 4, Avion.

Ces évolutions ont été examinées par le Comité d'Engagement de l'ANRU en date du 08/07/2024.

III – EVOLUTIONS POUR PAS-DE-CALAIS HABITAT

Les évolutions portent, pour Pas-de-Calais habitat, sur :

- Une augmentation du droit à construire de 20 LLS, portant à 40 le nombre de LLS reconstruits sur le secteur Vent de bise à Liévin sur un foncier de 4 225 m² partiellement libéré par la démolition des bâtiments Mousson, Suroît, Zéphyr et Foehn. Ces logements prendront la forme de petits collectifs. Ce programme comptera 12 PLAI et 28 PLUS.
- Une augmentation du droit à construire de 1 LLS portant à 46 le nombre de LLS reconstruits sur Avion.
- La non mobilisation de la subvention de 200 000 € initialement accordée à Pas-de-Calais habitat, au titre de l'aide à la minoration de loyers sur les projets de réhabilitation du quartier République à Avion. Cette subvention devait permettre d'accompagner le relogement des ménages des bâtiments Edelweiss et Cyclamens en vue d'une réhabilitation en site vide. Néanmoins les conditions d'octroi ou du peuplement n'ont pas permis de répondre aux critères imposés par l'Anru (relocation vers des logements neufs de moins de 5 ans ou vers des logements réhabilités de performance énergétique A, B ou C).

- La mobilisation partielle de la subvention accordée au titre des démolitions, puisqu'au regard des 4 premières opérations de démolition déjà réalisées, il apparaît un excédent de subvention de 1 154 167,12 € sur un montant contractualisé de 5 904 577,69 €.

Les montants non sollicités par Pas-de-Calais habitat seront redéployés vers les autres projets portés par la Communauté d'Agglomération de Lens Liévin dans le cadre du projet de renouvellement urbain.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ autorisent le Directeur Général, ou toute personne habilitée, à fixer définitivement les clauses, charges et conditions de l'avenant n°2 à la Convention Pluriannuelle de Renouvellement Urbain de la Communauté d'Agglomération de Lens Liévin et à le signer.

Messieurs BAUDE, DUBREUCQ et Madame AIT CHIKHEBBIH n'ayant pas participé aux débats et vote de cette délibération

Décision adoptée à l'unanimité

**AVENANT N°2
À LA CONVENTION PLURIANNUELLE
DU (OU DES) PROJET(S) DE
RENOUVELLEMENT URBAIN
DE LENS LIEVIN**

**COFINANCÉ(S) PAR L'ANRU
DANS LE CADRE DU NPNRU**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE.....	4
ARTICLE 2 : OBJET DE L'AVENANT	4
ARTICLE 3 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE.....	5
ARTICLE 4 – DATE D'EFFET ET MESURE D'ORDRE	21
ANNEXES	21



Vu le règlement général de l'agence nationale pour la rénovation urbaine relatif au nouveau programme national de la renouvellement urbain (RGA NPNRU), en vigueur au jour de la signature du présent avenant,

Vu le règlement financier (RF) de l'ANRU relatif au NPNRU en vigueur au jour de la signature du présent avenant,

Il est convenu entre :

L'Agence nationale pour la rénovation urbaine, désignée ci-après « l'Agence » ou « l'ANRU », représentée par sa directrice générale, ou par délégation, par son délégué territorial dans le département,

L'État, représenté par le Préfet de département et responsable de la mise en œuvre du renouvellement urbain dans le département¹

La Communauté d'Agglomération de Lens Liévin, l'Établissement public de coopération intercommunale (EPCI), représenté par son président, ci-après désigné « le porteur de projet² »

Les communes de Lens, Avion et Liévin comprenant au moins un quartier inscrit à l'article 1 de la présente convention pluriannuelle, représentées par les Maires,

Les maîtres d'ouvrage des opérations programmées dans la présente convention³ :

Maisons et Cités, SA d'HLM, représentée par son Directeur Général,

SIA Habitat, SA d'HLM, représentée par sa Directrice Générale,

Pas-de-Calais Habitat, SA d'HLM, représentée par son Directeur Général,

Flandre Opale Habitat, SA d'HLM représentée par son Directeur Général,

Agence Nationale de la Cohésion des territoires, représentée par son Directeur Général,

Action Logement Services, représenté par son Directeur des Financements bailleurs et collectivités, dûment habilité aux fins des présentes,

Foncière Logement, représenté par sa Présidente,

L'Association Les Anges Gardins, représentée par sa Directrice adjointe,

L'association La Vie Active, représentée par son Président,

Ci-après désignés les « Parties prenantes »

En présence de :

La Caisse des Dépôts,

Le Conseil régional,

Ci-après désignés les « Partenaires associés »

¹ Lorsque le projet de renouvellement urbain prévoit des opérations localisées dans un autre département que celui accueillant le siège de l'EPCI auquel est rattachée la convention, le préfet du département de localisation de ces opérations est également signataire de la convention.

² Exceptionnellement, le projet de renouvellement urbain peut être porté par la commune (départements et collectivités d'outre-mer, communes non inscrites dans un EPCI, communes rattachées à des communautés de communes n'ayant pas choisi d'exercer la compétence « politique de la ville »)

³ Citer l'ensemble des maîtres d'ouvrage (organismes publics et privés qui conduisent des opérations concourant au renouvellement urbain, dont les organismes de logement social, le cas échéant, les communes et EPCI compétents.) y compris ceux ajoutés par le présent avenant.

Ce qui suit :

TITRE I - LES QUARTIERS

La présente convention porte sur le (ou les) quartier(s) suivant(s) :

- le quartier d'intérêt national, identifié dans l'arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visé en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain :
 - o la Cité du 12 / 14 (QP062024) à Lens (62) ;
- les quartiers d'intérêt régional retenus par le conseil d'administration de l'ANRU en date du 21 avril 2015 :
 - o le quartier République - Cité 4 Sud (QP062019) à Avion (62),
 - o le quartier Calonne – Marichelles – Vent de Bise (QP062028) à Liévin (62)

Un plan de situation de l'ensemble des quartiers d'intérêts national et régional de l'agglomération est présenté en annexe A.

Vu le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains, comportant en annexe le QPV « Calonne – Marichelles – Vent de Bise » référencé QP062028 ;

Vu l'arrêté du 20 novembre 2018 modifié présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés à titre complémentaire par le NPNRU, comportant en annexe le QPV « Calonne – Marichelles – Vent de Bise » référencé QP062028 ;

Vu le décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains, comportant en annexe le QPV « Calonne – Marichelles – Vent de Bise » référencé QP062028 ;

Le projet a été conçu sur la base de la géographie prioritaire issue du décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 et des contours du QPV « Calonne – Marichelles – Vent de Bise » référencé QP062028. A compter du 1^{er} janvier 2024 et de l'évolution de la géographie prioritaire issue du décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023, le périmètre du QPV évolue et prend la référence QN06228M, avec une dénomination inchangée. La convention actualisée par avenant(s) et son exécution tiennent compte de cette évolution pour les seules opérations contractualisées pour la première fois à compter du 1^{er} janvier 2024. En cas de nécessité de se référer au périmètre du QPV juridiquement applicable pour le financement d'une opération, il y a lieu de se référer au périmètre existant à la date de première contractualisation de cette opération.

TITRE II - LE PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN

Article 1 : IDENTIFICATION DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE

La convention pluriannuelle du projet de la Communauté d'Agglomération de Lens Liévin (n°C0688), portant sur les quartiers Cité 12/14 à Lens, République – Cité 4 à Avion et Calonnes - Marichelles – Vent-de-Bise à Liévin, et dont le dossier a été examiné par le(s) comité (s) d'engagement de l'ANRU en date du 19 septembre 2018 et 23 octobre 2019, a été signée le 20 mai 2021.

Cette convention pluriannuelle peut faire l'objet de modifications au cours de son exécution conformément à l'article 7.2 du titre III du RGA NPNRU.

A ce jour, les avenants et ajustements mineurs déjà contractualisés sont les suivants :

N° de l'avenant ou de l'ajustement mineur	Nature de l'avenant (ajustement mineur ou avenant)	Date du Comité d'Engagement	Date signature de l'ajustement mineur et de l'avenant	Description des modifications
1	Avenant	15/06/2022 et 12/04/2023	26/04/2024	Voir infra

Description des modifications :

- **Nouvelles opérations et ajustement de la programmation :**
 - Financement d'une nouvelle opération d'immobilier économique de la Fosse 12 Cité du 12/14 à Lens.
 - Ajustement de la programmation des équipements avec la fusion de 3 opérations Équipement Centre social 12/14, Reconversion bât. B/CV de l'ancien CAJ et Reconversion bât. A de l'ancien CAJ à Lens.
 - Financement d'une nouvelle opération de démolition : la tour des Frênes à Avion (71 logements).
 - Financement d'une opération d'aménagement du cœur de quartier en complément du secteur d'aménagement n°4 à Avion.
 - Financement de la création d'un nouveau centre commercial à Avion.
 - Programmation complémentaire de 38 logements PLUS sur le projet de la Cité du 12-14, financés dans le cadre du droit commun.
 - Mise en place d'une mission OPU mobilisée sur le projet de la Cité du 12-14.
 - Mise à jour des différents articles et annexes.
- **Ajout de l'article 2.3 relatif à la description des projets d'agriculture urbaine sur les 3 quartiers.**
- **Mise en conformité de l'article 5.2 de la convention pluriannuelle et de l'annexe B2 pour prendre en compte le passage à la gestion en flux.**

Article 2 : OBJET DE L'AVENANT

L'objet du présent avenant consiste en l'intégration des évolutions suivantes :

- **Ajustement des contreparties foncières, Cité du 12/14 de Lens ;**
- **Amplification du projet du secteur R8, Cité du 12/14 de Lens ;**
- **Ajustement des contreparties foncières à Action Logement ;**
- **Ajustement du projet de résidentialisation, Cité du 12/14 de Lens ;**
- **Ajustement de l'opération CAJ qui passe d'une réhabilitation à une démolition – reconstruction, Cité du 12/14 de Lens ;**
- **Modification du projet urbain et de la programmation habitat, quartier Calonnes - Marichelles - Vent-de-Bise à Liévin ;**

- Amplification de la reconstitution de l'offre - 20 LLS supplémentaires, quartier Calonnes - Marichelles - Vent-de-Bise à Liévin ;
- Abandon de l'opération « parc avenue » quartier Vent de Bise, Liévin ;
- Ajustement du périmètre de l'opération secteur 1, quartier République- cité 4, Avion ;
- Abandon de l'opération « aide à la minoration de loyer », quartier République- cité 4, Avion.

Ces évolutions ont été examinées par le Comité d'Engagement du 08/07/2024.

Article 3.3- Modification de l'article 3 du titre II « Les facteurs clés de réussite et les objectifs d'excellence du projet »

L'article 3.1 « Les engagements spécifiques conditionnant la réussite du projet de renouvellement urbain » est modifié et dorénavant rédigé comme suit :

Sans objet

L'article 3.2 « Les objectifs d'excellence du projet de renouvellement urbain » est modifié et dorénavant rédigé comme suit :

Sans objet

Article 3.4- Modification de l'article 4 du titre II « La description du projet urbain »

L'article 4.1 « La synthèse du programme urbain (éléments clefs) » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Article 4.1.1 – La Cité 12/14 à Lens

En déclinaison de la stratégie urbaine visée par le projet, le programme d'intervention est synthétisé comme suit :

Tableau de synthèse des opérations – Cité du 12/14	
Démolition de LLS	235 LLS
Requalification de LLS	94 LLS
Résidentialisation de LLS	214 LLS
Diversification de l'habitat	60 logements
Construction de LLS	88 logements (88 PLUS) + 34 béguinages PLS
Aménagements	Requalification (voirie, eaux / assainissement / Collecte des déchets) des voiries et espaces publics ci-dessous : Avenue de la fosse 12 Parc du sablier Grand chemin de Loos Place Cauchy et des rues qui l'entourent Auguste Lefebvre Newton Fénelon Rue de la Bourdonnais Parvis église St-Edouard Rue Saint Edouard
Équipements publics de proximité	Rénovation - reconstruction du groupe scolaire Jean-Macé Démolition-reconstruction de l'ancien centre d'animation jeunesse pour y installer le centre social
Immobilier à vocation économique	Développement d'un pôle économique sur le site de la Fosse 12
Quartiers Fertiles	Création d'une ferme urbaine sur « l'œil » par l'association La Vie Active. Création d'un site rue de la Bourdonnais qui cultivera sur sol pollué afin d'obtenir des données scientifiques, des cultures hors sols, de l'éco pâturage, un espace de renaturation ainsi qu'un jardin coopératif (autoproduction et animation) par l'association Les Anges Gardins.

○ **Intervention sur le patrimoine bâti – opérations immobilières :**

- Démolition de **235** logements locatifs sociaux dont **138** propriétés de Maisons et Cités (incluant 4 PO rachetés dans le cadre du projet), 38 propriétés de SIA Habitat, et un foyer personnes âgées SIA de 59 places,
- Requalification de **94** logements locatifs sociaux propriété de Maisons et Cités en plus des 28 inscrits au protocole,
- Résidentialisation de **214** logements locatifs sociaux Maisons et Cités,
- Réhabilitation pour vente en diversification de **60 (28+32)** logements Maisons et Cités,
- Construction d'un foyer personnes âgées : 88 logements par Axentia, spécialiste de l'habitat spécifique du groupe Habitat en Région (88 PLUS hors financement ANRU),
- Construction de 34 logements en béguinage par SIA Habitat (PLS hors financement ANRU).

○ **Opérations d'aménagement et requalification de l'espace public :**

- Aménagement du secteur 1 comprenant le parc du jeu de balle / sablier (22 000 m²), la restructuration du Grand chemin de Loos et de l'avenue de la Fosse 12, ainsi que la requalification de la place Cauchy : recalibrage des voiries, aménagement paysager, intégration d'aménagements relatifs aux différents modes de déplacement,
- Aménagement du secteur 2 comprenant la requalification des rues Lefebvre, Saint Edouard et du parvis de l'église,
- Aménagement du secteur 3 comprenant la requalification des rues de la Bourdonnais (dont démolition de deux logements propriété de la Ville de Lens), Newton et Fénelon,
- Réfection des réseaux d'eau potable et assainissement sur l'ensemble du quartier,
- Mise en place de bornes enterrées pour la collecte des ordures ménagères.

Ces opérations intègrent les recalibrages de voirie et aménagements liés au passage du BHNS selon l'itinéraire identifié en cœur de quartier (rues de la Bourdonnais et Fénelon, connexion route de Béthune). Les réseaux eau potable et assainissement sont vétustes, non conformes, et en partie situés en dehors des emprises publiques rendant ainsi leur gestion et leur entretien très complexes, d'où une nécessaire intervention massive sur le sujet. En termes de gestion des ordures ménagères, les caractéristiques du quartier nécessitent un investissement conséquent pour l'aménagement de bornes enterrées pour endiguer les problèmes liés à l'étroitesse des rues et à l'absence de possibilité de ménager des locaux de stockage des bacs pour l'habitat minier en bande induisant des problèmes récurrents de bacs encombrant les trottoirs, entravant le passage, et impactant la qualité du cadre de vie et l'image du quartier.

Hormis les opérations précitées, c'est l'ensemble du cadre de vie et des voiries et espaces publics du quartier qui seront requalifiés, hors financement ANRU. Une attention particulière sera portée aux secteurs de diversification et de réhabilitation, afin de conjuguer les efforts du bailleur et ceux de la commune dans l'objectif de remise en attractivité et changement d'image du quartier. Par ailleurs, une veille foncière est assurée par la Ville de Lens dans l'objectif d'assurer la maîtrise d'une assiette foncière globale cohérente sur le secteur, deux immeubles ayant été acquis en 2020 dans ce cadre. Le projet d'agriculture urbaine viendra occuper de manière transitoire (10 ans) une partie des fonciers libérés par la démolition, dans l'attente de l'émergence d'un schéma urbain global intégrant le foncier libéré par l'hôpital (AMO en cours).

Intervention sur les équipements publics :

- Requalification - reconstruction du groupe scolaire Jean Macé (le gymnase a été sinistré suite à un incendie le 6 septembre 2021).

- Développement d'un pôle économique sur le site de la Fosse 12, au nord du quartier (Commune de Loos-en-Gohelle)
- **Démolition-reconstruction** de l'ancien CAJ afin d'y installer le centre social.

Une salle plurivalente a été construite sur le site de l'école Jean Macé, l'objectif étant de répondre aux besoins de l'école et du quartier. **Elle a ouvert ses portes le 29/08/2023.**

Article 4.1.2 – Le quartier République – Cité 4 Sud à Avion

Le programme de rénovation urbaine fait suite à une première opération sur ce quartier. Les interventions projetées visent à poursuivre la requalification du quartier en allant plus avant dans la dédensification du secteur pour une meilleure intégration à son environnement et des interventions massives sur le parc de logement. Le programme urbain est ainsi détaillé :

Tableau de synthèse des opérations – Quartier République Cité 4 sud	
Démolition de LLS	410 LLS
Requalification de LLS	190 LLS
Résidentialisation de LLS	190 LLS
Diversification de l'habitat	Potentiel de 98 logements – 10 logements en accession sociale programmés
Reconstitution de LLS	45 logements (31 PLUS et 14 PLAI)
Aménagements des espaces publics	Requalification (voirie, eaux / assainissement / Collecte des déchets) des voiries et espaces publics ci-dessous : Secteur 1 : Rue Robespierre avec aménagement d'un accès au site de quartier fertile et d'une aire de stationnement dédiée. Secteur 2 à 5 : rues Courbet, Rolland, Zola, 10 Août, Gard, Eluard, Jaurès, Baudin, Zagorje, Helle, Lefebvre, Hellemmes, Cachin, places de la République et du Centre commercial, Boulevards A.France et M.Thorez, Allée Pottier.
Immobilier à vocation économique	Création d'un centre commercial au cœur du quartier
Quartiers fertiles	Création d'un jardin de cocagne de 3 hectares sur le secteur Sud-Ouest mais aussi des actions de préfiguration sur le secteur Avion Centre par l'association Les Anges Gardins

○ Intervention sur le patrimoine bâti – opérations immobilières : 20 bâtiments / 600 logements

- Démolition de 410 logements locatifs sociaux propriété de Pas-de-Calais Habitat : 14 bâtiments sont prévus en démolition, dont 1 partiellement, représentant un total de 410 LLS :
 - Démolition anticipée des immeubles Capucines (16 logements) et Jonquilles (40 logements), soit 56 logements au total,
 - Démolition partielle de l'immeuble Glycines (2 cages d'escalier sur 5 soit 20 logements), démolition complète des immeubles Anémones (15 logements), Campanules (30 logements), Jacinthes (16 logements), Jasmins (31 logements), Muguets (30 logements), Renoncules (30 logements),

Résédas (45 logements), Romarins (19 logements), Seringas (20 logements), et Tournesols (27 logements) et de la tour des Frênes (71 logements), soit 354 logements au total.

- Requalification de 190 logements locatifs sociaux propriété de Pas-de-Calais Habitat :
 - Immeubles Glycines (30 logements) et Cyclamens (20 logements), Edelweiss (30 logements), Pervenches (40 logements), Giroflées (40 logements) et Iris (30 logements).
- Résidentialisation de 190 logements locatifs sociaux Pas-de-Calais Habitat :
 - Immeubles Glycines (30 logements) et Cyclamens (20 logements), Edelweiss (30 logements), Pervenches (40 logements), Giroflées (40 logements) et Iris (30 logements).
- Construction neuve : un potentiel de 163 logements sur site + 30 LLS hors site / ZAC du Ponterlant
 - 45 LLS individuels et intermédiaires programmés par Pas-de-Calais Habitat au cœur du quartier, en deux tranches de 25 + 20 logements,
 - 20 logements PLAI bouclier au cœur du quartier,
 - 30 LLS hors site – logements en droit commun projetés sur la ZAC du Ponterlant,
 - Un potentiel de 98 logements diversifiés, le nombre de logements restant à stabiliser dans le cadre d'études de faisabilité à la parcelle : logements privés dont des logements senior, logements en accession sociale. Pour le programme en accession sociale, CoopArtois se positionne pour la création de 10 logements à l'Est du quartier.

○ **Opérations d'aménagement et requalification de l'espace public :**

Les opérations de réaménagement de l'espace public sont découpées en deux secteurs :

- **Le secteur 1 qui concerne les aménagements projetés à l'ouest du quartier en lien avec l'implantation du projet quartiers fertiles,**
- Les secteurs 2 à 5 qui englobent :
 - La réorganisation de la trame urbaine suite à la démolition ou la réhabilitation des immeubles du secteur 2 (Cyclamens, Glycines, Edelweiss, Résédas, Tournesols, Seringas, Renoncules, Campanules, Muguets et Romarins),
 - La réorganisation du cœur de quartier avec la démolition de la tour des Frênes et la création d'un pôle commercial, sous maîtrise d'ouvrage de l'ANCT,
 - La construction d'une maison départementale des solidarités,
 - La réalisation de 20 logements boucliers pour des publics spécifiques,
 - L'aménagement d'un mail en espace partagé, permettant la desserte des activités commerciales et l'irrigation des espaces cœur de quartier,
 - L'aménagement du parking de la République,
 - La traversée Nord-Sud ainsi que les abords du centre commercial seront également retravaillés pour un renforcement des qualités paysagères,
 - Et la requalification des différentes voiries impactées par le programme.

En outre, sont également intégrées la requalification des réseaux assainissement et eau potable sur l'ensemble du périmètre des espaces publics à aménager, ainsi que l'installation de bornes enterrées pour améliorer le service et l'intégration urbaine et paysagère des équipements liés à la gestion des ordures ménagères.

Article 4.1.3 – Le quartier Vent de Bise - Jean Lebas à Liévin

Le projet de renouvellement urbain du quartier décline la programmation suivante :

Tableau de synthèse des opérations - Quartier Calonne Marichelles Vent de Bise	
Démolition de LLS	406 LLS
Diversification de l'habitat	62 logements en accession libre, 8 logements en accession sociale, 38 logements locatifs privés, 40 logements en résidence Seniors / Intergénérationnel privée.
Reconstitution de LLS	40 logements : 12 PLAI et 28 PLUS
Aménagements des espaces publics	Requalification (voirie, eaux / assainissement / Collecte des déchets) des voiries et espaces publics des secteurs énumérés ci-dessous : - Vent de Bise et Jean Lebas.
Quartiers Fertiles	Création d'un verger collectif et création d'un jardin d'autoproduction accompagnée, animations à destination des habitants.

○ **Habitat :**

Les 402 logements collectifs sont en inadéquation avec les standards actuels en termes de performance et de confort (sans ascenseur, fausse typologie, vétusté, etc.) et ne répondent plus aux attentes des habitants. Le diagnostic de l'étude urbaine a confirmé la nécessité de déconstruction sur le secteur Vent de Bise - Jean Lebas, pour un total de 402 logements collectifs et 4 logements individuels qui permettent le désenclavement du secteur Jean Lebas. Les résidences Tivano, Pampero, Sirocco ont été retenues en démarrage anticipé (88 logements). Le foncier libéré donnera lieu à la construction de 188 logements diversifiés :

- **62 logements en accession libre,**
- **8 logements en accession sociale,**
- **40 logements locatifs sociaux,**
- **40 logements locatifs intergénérationnels privés**
- **38 logements locatifs privés.**

Le projet permet de dé densifier ce secteur (**-218 logements**), l'intégrant ainsi de façon plus harmonieuse à son environnement, et propose un équilibre résidentiel et une mixité sociale répondant aux besoins de la population et à de nouveaux habitants.

A noter également en matière d'habitat que la copropriété des 4 vents, qui compte 64 logements et présente la même forme urbaine et le même état de vétusté que les immeubles de LLS est visée par une étude en lien avec l'ANAH, pour un diagnostic complet visant à définir l'état technique du bâti et les interventions à envisager. L'objectif est de mobiliser des financements levier pour permettre d'inciter les copropriétaires à engager la rénovation de ces logements et ainsi traiter l'ensemble du périmètre du quartier. A défaut, ces immeubles se trouveraient à terme dans une situation de décrochage et de stigmatisation accrue au sein d'un quartier renouvelé. **Une étude pré-opérationnelle (AMO flash) a été diligentée par la CALL et co-financée par l'Anah, la CALL et la Ville de Liévin en 2022. La copropriété a été diagnostiquée comme fragile, à la limite de la copropriété en difficulté. Des dispositifs sont mobilisables afin de rétablir la situation, mais la copropriété ne s'est, pour le moment, pas engagée en raison de la fragilité financière liée à la défaillance de plusieurs propriétaires.**

○ **Mixité fonctionnelle et développement économique :**

Les équipements existants sont peu visibles depuis l'espace public et sans connexion les uns aux autres, les bâtiments ayant été implantés en fonction du foncier disponible, sans réflexion sur l'organisation urbaine.

Le projet prévoit de structurer l'offre d'équipements au travers des opérations suivantes :

- Un regroupement des activités des structures Bidule (accueil de la petite enfance), CAJ (centre d'animation jeunesse), Mousseron (accueil d'activités seniors), et des associations présentes sur le quartier au sein d'une « Maison des Jeunes et des Associations » ;
- La construction d'une Salle polyvalente répondant aux besoins sportifs et d'animation du groupe scolaire, des centres de loisirs et du CCS ;
- La rénovation du groupe scolaire Adrienne Berteloot ;
- La construction d'une « Maison de Santé » et de commerces de proximité, afin de proposer une offre commerciale et de services aux habitants.

L'ensemble de ces opérations intégrera des critères de performance énergétique et de qualité technique en lien avec la TRI. Une qualité architecturale et paysagère sera recherchée au travers des projets qui porteront l'image du nouveau quartier. Le renouveau du quartier a été engagé avec la construction de la Maison des projets, inaugurée en décembre 2017, siège du CCS Cœur de Ville et des événements du quartier (associatif, jeunesse...).

○ Désenclavement et mobilité :

Le projet prévoit d'apaiser le quartier en faisant la part belle aux mobilités douces. En plus de la réfection des voiries existantes, une trame verte entièrement piétonne permettra de traverser le quartier du nord au sud. Le réseau viaire sera requalifié ainsi :

- Des réfections de voirie (**rue du 8 mai 1945, Avenue Simone Veil, voie desserte îlot 1-2 et rue Blanqui**) ;
- **La création d'une voirie de desserte interne sur le secteur Jean Lebas.**

Le réseau de transport en commun continuera à traverser le quartier du Vent de Bise grâce au maintien de l'arrêt de bus au cœur de celui-ci, rue du 8 mai 1945. Les habitants bénéficieront de la proximité de la ligne BHNS. Le projet prévoit également de revoir l'organisation du stationnement pour répondre aux besoins :

- **Au sein du secteur Vent de Bise Cœur de Quartier : près de 197 places, selon la répartition suivante : 100 places réparties entre l'IEM, l'école et l'espace public ainsi que 97 places pour les opérations des îlots 3, 4.1 et 4.2 et diverses places visiteurs.**
- **Au sein du secteur Jean Lebas : près de 63 places, dont 16 places visiteurs.**

Enfin, le projet réserve la part belle aux mobilités douces avec la création d'une trame verte piétonne permettant de relier la rue du Maréchal Delattre de Tassigny à la rue du 8 mai 1945 en deux endroits. Ainsi que d'un chemin piéton traversant le secteur Jean Lebas du nord au sud.

○ Efficacité énergétique et transition écologique :

Liévin profitera du programme de renouvellement urbain pour faire du quartier un projet démonstrateur Rev 3 au travers des orientations suivantes :

- Un quartier sobre, performant et innovant : efficacité énergétique des enveloppes bâties (habitat, équipements, services), utilisation de matériaux biosourcés, intégration des énergies renouvelables, réemploi, recyclage de matériaux de déconstruction, lieux de réemploi-réparation-entraide ;
- Un quartier connecté : un quartier apaisé avec une mobilité durable et numérique, des circulations douces, sécurisation des déplacements piétons, raisonner l'occupation des espaces de circulation et

- de stationnement par les véhicules motorisés, proposer des services d'éco-mobilité (covoiturage, services mutualisés, mobilité électrique...) en lien avec le BHNS et les transports en commun ;
- Un quartier nourricier et paysager : développer une activité d'agriculture urbaine en lien avec les commerces de proximité, le CCS Cœur de Ville, l'alimentation locale (verger collectif, jardins partagés), proposer à la fois des actions sur l'alimentation – nutrition, sur la santé (prévention et activités -> lien avec la Maison de santé), sur l'emploi (ESS, emploi tremplin...), gestion de l'eau notamment pluviale et aménagement paysager de qualité ;
- **Un quartier animé, évolutif et vivant : développer la notion de solidarité (recyclerie, épicerie solidaire, un espace citoyen numérique), une maison des projets « augmentée » comme espace fédérateur et catalyseur pour les porteurs de projets (activités, services, animation), lieu d'échanges en lien avec la Maisons des jeunes et des associations, services adaptés en lien avec l'ESS.**

Le NPNRU engendrera d'importants travaux et générera des opportunités en matière d'insertion, voire de création d'emploi, et de formation pour les habitants des QPV et particulièrement ceux de ce secteur. Avec la présence de jardins et d'économie sociale et solidaire, de nouvelles possibilités de retour ou d'accès à l'emploi, en plus de chantiers insertions, seront proposées avec des perspectives d'accompagnement du CCS Cœur de ville, des associations et des acteurs de l'emploi (PLIE, mission locale, pôle emploi...).

○ **Amélioration du cadre de vie :**

Le projet prévoit également de revoir les espaces publics et le cadre de vie des habitants :

- Cœur de quartier Vent de Bise : réaménagement du carrefour en espace partagé avec un parvis paysager de part et d'autre du chemin de Bully,
- **Pentes du Vent de Bise : Création d'une trame verte permettant de relier la rue du 8 mai 1945 à la rue du Maréchal Delattre de Tassigny. En plus de désenclaver le quartier tout en créant une alternative sécuritaire et qualitative pour les piétons, la trame verte jouera pleinement son rôle dans la préservation de la biodiversité en ville. Elle permettra d'intégrer au paysage la gestion des eaux pluviales. Plantée d'espèces locales, elle constituera un refuge pour les insectes et les oiseaux. En effet, elle accueillera une partie des tours à hirondelles servant de mesure compensatoire à la destruction des nids présents sur les bâtiments du quartier.**
- **Cet espace constituera un véritable facteur d'attractivité du quartier, puisqu'outre sa qualité visuelle, elle constituera un îlot de fraîcheur dans le quartier et accueillera le programme quartier fertile, constituant un lieu de vie et d'activité incontournable.**
- Jean Lebas : création d'une **percée piétonne Nord – Sud**, vers l'avenue De Lattre de Tassigny et d'une **voie interne permettant de desservir les nouveaux projets immobiliers tout en préservant la tranquillité résidentielle de l'îlot**,

A terme, la CALL prévoit de développer un mail vert, sportif récréatif et ludique de qualité, le long de l'avenue De Lattre de Tassigny et des parcs en entrée de ville, accompagné de divers usages au fil de la déambulation, d'un aménagement piétonnier et cyclable (parc de Rollencourt et parc des équipages). Cette opération sera réalisée en dehors du calendrier de l'ANRU.

L'article 4.2 « La description de la composition urbaine » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Article 4.2.1 La cité 12/14 à Lens

Sans objet

Article 4.2.2 Le quartier République – Cité 4 Sud à Avion

Sans objet

Article 4.2.3 Le quartier Vent de Bise - Jean Lebas à Liévin

La composition urbaine du quartier Vent de Bise – Jean Lebas se fonde sur une mobilité redessinée, une centralité bien déterminée, des logements en cohérence avec la demande actuelle où les espaces privés répondent aux besoins de la population et des espaces publics de qualité incitent au partage et à la déambulation.

Les flux : création d'un nouveau parvis central et d'un itinéraire vert entre le nord et le sud du quartier, de nouvelles voiries, avec une circulation plus fluide, et aménagement d'une piste cyclable qui reliera la centralité du quartier à la ligne BHNS et au centre-ville, l'ensemble du secteur offrant des espaces de déambulation aérés.

La centralité : 1 bâtiment accueillera les associations et les centres de loisirs, un second des équipements de santé et commerces de proximité. Un parvis assurera la connexion entre le CCS Cœur de Ville et le groupe scolaire,

Des aménagements clarifiés de qualité : des espaces publics de qualité : aire de jeux, jardins familiaux, verger collectif, et des espaces privés identifiables : places de stationnement liées aux logements, espaces extérieurs résidentiels pour les logements adaptés senior.

○ Formes urbaines et architecturales :

Des logements qui répondent aux attentes des différents publics pour une mixité renforcée.

- Vent de Bise :
 - **Îlot 1 : construction de 8 logements individuels R+1 s'intégrant à leur environnement et offrant des performances énergétiques réhaussées.**
 - **Îlot 2 : construction d'un bâtiment en R+2+attique accueillant une maison de santé au rez-de-chaussée et des logements locatifs privés aux étages. Le bâtiment bénéficie d'une orientation sud, d'une vue panoramique sur les berges de la Souchez et le terroir des Pinchonvales.**
 - **Îlot 3 : construction d'un nouvel ensemble immobilier (LLS Pas-de-Calais Habitat) comprenant plusieurs petits collectifs dont les hauteurs varient afin de s'adapter à la pente naturelle du terrain.**
 - **Îlot 4 : logements individuels et intermédiaires jouant avec la topographie du site.**
- Jean Lebas :

Logements individuels mitoyens (bégainage) ou collectifs (maximum R+3) accessibles PMR pour répondre aux besoins, à proximité de la ligne BHNS.

○ Prescriptions urbaines, architecturales et paysagères

Les espaces publics feront l'objet d'un traitement paysager de qualité et participeront à l'effet de transition recherché pour ce quartier d'entrée de ville. L'ensemble des équipements publics bénéficiera d'un traitement architectural et s'inscrira dans les priorités de performance énergétique REV3.

○ Mutabilité du foncier :

Le foncier est actuellement réparti entre plusieurs propriétaires. Pour une meilleure cohérence, le projet s'attachera à simplifier la répartition et à délimiter de façon claire les espaces publics et privés pour en faciliter la gestion.

L'article 4.3 « La description de la reconstitution de l'offre en logements locatifs sociaux » est modifié et désormais rédigé comme suit :

En l'état actuel du marché, le projet prévoit une reconstitution de l'offre très limitée qui privilégie le développement de programmes essentiellement situés au sein des quartiers, pour répondre à des besoins spécifiques. Dans le cadre du dossier RTP, une reconstitution hors site de 50% des logements démolis avait été envisagée. Cette hypothèse est écartée à ce stade, une réflexion globale étant engagée sur les besoins en logement à l'échelle de l'intercommunalité dans le cadre de la révision du PLH. Pour ce qui concerne le programme de reconstitution de l'offre contractualisé, il représente au global 20.1 % des logements démolis.

Au total, les opérations de démolitions, réalisées ou à intervenir, les restructurations amenant à la diminution du nombre de logements, ou la vente pour diversification sont détaillées comme suit :

- Cité du 12/14 à Lens : **245** démolitions (227 de la convention + 10 du protocole + **8 démolitions complémentaires accordées lors du CE du 08/07/2024**) + 7 logements en moins par restructuration + **60** logements privés, soit un total de **312** LLS en moins
- Quartier République – Cité 4 Sud à Avion : 410 démolitions (339 démolitions initialement prévues auxquelles s'ajoutent les 71 logements de la tour des Frênes dont la démolition a été validée dans le cadre d'une clause de revoyure)
- Quartiers Vent de Bise - Jean Lebas à Liévin : 406 démolitions

Soit un total de **1 128** LLS en moins.

Au total, les LLS projetés représentent :

- Cité du 12/14 à Lens : 88 LLS résidence autonomie PLUS sur site + 34 logements en bégainage
- Quartier République – Cité 4 Sud à Avion : 45 LLS sur site, auxquels s'ajoutent 20 LLS non financés par l'ANRU
- Quartiers Vent de Bise – Jean Lebas à Liévin : **40** LLS

Soit un total de 227 LLS en RO, **soit 20.1%**.

Les projets sont détaillés ci-dessous pour chacun des quartiers :

- La cité du 12/14 à Lens : 88 logements (88 PLUS) dans le cadre du projet de résidence autonomie porté par AXENTIA en remplacement du foyer logement de 59 places prévues à la démolition dans le quartier et des 59 places du foyer Jean Moulin qui doit être démoli dans le quartier voisin. Le projet prévoit donc la construction de 88 logements sous la forme d'un collectif. L'assiette concernée par le foyer est à extraire de l'emprise de 8 130 m² appartenant actuellement à Maisons et Cités, à l'angle des rues Newton et la Bourdonnais.
- Le quartier de la République – Cité 4 sud à Avion : 45 LLS Pas-de-Calais Habitat dont 31 PLUS et 14 PLAI, ainsi que 20 LLS boucliers. La reconstitution de l'offre sur site représente 15,85% des LLS supprimés.
- Le quartier Vent de Bise – Jean Lebas à Liévin : L'opération LLS est programmée sur un foncier de **4 225 m² partiellement** libéré par la démolition des bâtiments Mousson, Suroît, Zéphyr **et Foehn**. Ces logements prendront la forme de **petits collectifs**. Ce programme sera réalisé par le bailleur Pas-de-Calais Habitat et comptera **12 PLAI et 28 PLUS**.

Les plans de localisation des terrains identifiés pour les opérations de reconstitution de l'offre sont annexés à la présente convention (Annexe A10)

L'article 4.4 « Les programmes de logements locatifs sociaux induits – droit commun » est modifié et dorénavant rédigé comme suit :

Sans objet

Article 3.5- Modification de l'article 5 du titre II « La stratégie de diversification résidentielle et les apports du groupe Action Logement en faveur de la mixité »

L'article 5.1 « La mise en œuvre de la stratégie de diversification résidentielle » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Article 5.1.1 – A l'échelle de la CALL

L'étude habitat menée dans le cadre du protocole de préfiguration relève plusieurs points qui permettent d'illustrer l'état de l'offre sur le marché de l'habitat en accession :

- Le dispositif PINEL ne représente que 16% des investissements soit un taux inférieur à la moyenne nationale (toutefois la ville de Lens fait mieux que le reste du territoire CAHL-CABBALR-CALL),
- Une culture locale de l'individuel,
- Une clientèle locale avec des zones de chalandise des programmes à développer proches,
- Un désir d'être propriétaire conjugué avec une solvabilité faible,
- Un référentiel de prix faible dicté par l'ancien.

Pour créer la demande sur notre territoire il faut adapter l'offre à deux conditions : des produits individuels et des prix en phase avec des taux d'effort faibles. La stratégie proposée en matière de diversification repose sur une articulation en 3 phases :

1. **Le démarrage** : période d'investissement public lourd destinée à requalifier le cadre de vie et déstigmatiser l'image du quartier, et de communication auprès des partenaires,
2. **Le décollage** : le site attire des clients « pionniers » et le risque d'investir doit être pris par un opérateur mettant en avant des prix d'appel et des produits de qualité. Une priorité est donnée aux produits les plus perméables,
3. **Le marché mature** : les opérateurs « suiveurs » s'installent, le marché se structure et les valeurs augmentent. Le marché est élargi à des produits moins perméables.

Et deux étapes :

1. Une prise de risque raisonnée en attirant les clients les plus proches aux revenus faibles ou moyens vers des produits perméables,
2. Consolider la première étape tout en étendant le risque à des clients aux revenus plus élevés, qu'ils soient locaux ou extérieurs et sur des produits à plus forte valeur ajoutée.

Selon l'étape du processus, le profil des clients ciblés va évoluer. Ainsi les premiers ciblés seront les habitants du quartier ou en périphérie proche dont les revenus sont faibles. Puis ce sont les personnes âgées et les familles d'un périmètre élargi avec revenus moyens attirés par la proximité du centre-ville, de l'hôpital, une offre d'habitat individuel attractive, des équipements de qualité et un cadre de vie remanié (école rénovée, centre social, espaces publics...).

Afin de participer au retournement de l'image des quartiers et inciter les populations à dépasser leurs préjugés sur ces quartiers, le projet prévoit au global :

- La suppression de **1 129** logements sociaux, ce qui permettra de diversifier l'offre sur ces quartiers en rendant disponible du foncier pour la construction de logements neufs en accession.
- La requalification lourde de **312** logements sociaux (Lens : **122** Avion : 190), sans compter les opérations réalisées dont celles des rues Cook-Chaplain, Brazza, Galilée, Grand Chemin de Loos,

Avenue de la Fosse 12, Saint Edouard, place Cauchy à Lens, permettant d'améliorer le confort des habitants actuels et d'attirer une population nouvelle dans ces logements, encourageant ainsi la mixité, notamment les ménages en demande auprès d'Action Logement. Au-delà, ces opérations ont un impact évident sur l'image du quartier.

Pour contribuer à la stratégie de diversification résidentielle, la CALL accompagnera les projets de diversification par la mise en place de primes à l'accession à la propriété sur les trois quartiers NPNRU, ces primes étant arrêtées à 5 000 € / logement pour le neuf et 8 000 € / logement pour l'ancien requalifié dont le coût d'opération est lourd au regard des contraintes combinées liées à l'état du bâti, à sa structure rendant complexes les redistributions intérieures nécessaires, aux surfaces, et aux prescriptions liées à l'inscription UNESCO. Cet accompagnement substantiel vise les opérations programmées sur les 5 premières années du programme, l'idée étant de réévaluer les montants à mi-parcours en fonction de l'évolution du marché et des besoins d'incitation qui devraient pouvoir être minorés. La CALL accompagnera également la construction de logements locatifs sociaux et la rénovation des logements existants pour encourager des opérations intégrant des critères durables en lien avec la TRI. Les primes atteindront 3 000 € par logement, sous réserve du respect du niveau BBC rénovation (104Kwh/m²/an – classe énergétique C) pour les opérations de réhabilitation, et pour les logements neufs qui devront intégrer l'utilisation de matériaux bio sourcés. **Une prime sera également versée pour la réalisation d'aménagements vertueux dans le cadre de la résidentialisation : gestion différenciée des eaux de pluie, pluviales, aménagement vertueux des dessertes privatives, favoriser la biodiversité en ville.**

Article 5.1.2 – La Cité 12/14 à Lens

La cité du 12/14 est une cité minière en partie inscrite au patrimoine de l'UNESCO, avec de l'habitat social majoritairement composé de maisons des mines. Le projet prévoit la réhabilitation de **154** logements, dont **60** destinés à la vente au titre de la diversification, sur lesquels les partenaires de l'ANRU ont validé le versement de **60 primes accession majorées**. Le programme se veut ambitieux, en proposant au futur acquéreur un logement refait à neuf, avec des abords refaits (clôture, végétalisation, haies), et pour l'intérieur une restructuration lourde et une réhabilitation complète (isolation, cloisons, menuiseries intérieures, électricité, plomberie, chauffage, VMC, équipements sanitaires, couche d'apprêt sur les murs). Des options seront proposées pour les équipements sanitaires (qualité accrue), les revêtements (carrelages, sols souples, peintures...), permettant d'élargir la gamme de produits et de prix. Ceci permettra de proposer une gamme de prix suffisamment large pour des produits finis permettant d'attirer une population mixte en se prémunissant de la vente de produits inachevés à des ménages qui seraient en difficulté pour financer la fin des travaux. Les logements seront principalement proposés en T3 et T4 afin d'attirer un public familial.

Cette opération est une première, elle a donc fait l'objet de nombreux échanges pour lever les différents freins communément liés à toute innovation. Après définition de la stratégie de commercialisation, la consultation a été lancée, et donné lieu à des offres qui, **au regard de la conjoncture mettaient en péril l'équilibre de l'opération, avec un déficit très conséquent**. En déclinaison, **Maisons et Cités a dû augmenter les prix de vente moyen des logements de 52 000 €**, sachant que les **60 logements** bénéficiant des primes accessions majorées sous maîtrise d'ouvrage Maisons et Cités sont :

ADRESSE	Ville	Typologie
TRANCHE R7 Cité du 14		
169 route La Bassée	Lens	T4
167 route La Bassée	Lens	T3
165 route La Bassée	Lens	T3
163 route La Bassée	Lens	T3
161 route La Bassée	Lens	T4
159 route La Bassée	Lens	T3
157 route La Bassée	Lens	T4
155 route La Bassée	Lens	T4
2 rue Thenard	Lens	T3
3 rue Thenard	Lens	T3
10 rue Thenard	Lens	T3
11 rue Thenard	Lens	T4
13 rue Thenard	Lens	T3
14 rue Thenard	Lens	T4
2 rue Seguin	Lens	T3
10 rue Seguin	Lens	T3
1 rue Coulomb	Lens	T4
2 rue Coulomb	Lens	T3
11 rue Coulomb	Lens	T3
1 rue Davy	Lens	T4
2 rue Davy	Lens	T4
7 rue Davy	Lens	T4
9 rue Davy	Lens	T3
4 rue Fénelon	Lens	T4
10 rue Fénelon	Lens	T3
3 rue Roland	Lens	T3
16 rue Huygens	Lens	T3
20 rue Huygens	Lens	T4
4 rue Kepler	Lens	T4
1 rue St Edouard	Lens	T3
3 rue St Edouard	Lens	T3
2 rue St Edouard	Lens	T3

ADRESSE	Ville	Typologie
TRANCHE R9 Cité du 12		
2 Rue Laplace	Lens	T3
4 Rue Laplace	Lens	T4
6 Rue Laplace	Lens	T3
10 Rue Laplace	Lens	T3
14 Rue Laplace	Lens	T3
1 Rue Laplace	Lens	T3
3 Rue Laplace	Lens	T3
5 Rue Laplace	Lens	T4
7 Rue Laplace	Lens	T3
9 Rue Laplace	Lens	T4
11 Rue Laplace	Lens	T3
13 Rue Laplace	Lens	T4
2 Rue Alain Gerbault	Lens	T3
4 Rue Alain Gerbault	Lens	T3
6 Rue Alain Gerbault	Lens	T4
8 Rue Alain Gerbault	Lens	T4
10 Rue Alain Gerbault	Lens	T4
12 Rue Alain Gerbault	Lens	T4
14 Rue Alain Gerbault	Lens	T4
3 Rue Alain Gerbault	Lens	T4
5 Rue Alain Gerbault	Lens	T4
6 Rue Magellan	Lens	T4
51 rue Brossolette	Lens	T3
53 rue Brossolette	Lens	T3
76 Avenue de la Fosse 12	Lens	T4
78 Avenue de la Fosse 12	Lens	T4
80 Avenue de la Fosse 12	Lens	T4
82 Avenue de la Fosse 12	Lens	T4

Au-delà, la diversification résidentielle le 12/14 s'illustrera par la valorisation des fonciers libérés par la démolition qui offrent un potentiel évalué à 209 logements selon le plan directeur du cabinet d'urbanisme Devillers. En considération de cette valorisation foncière, le nombre de logements privés du périmètre opérationnel passerait de 341 aujourd'hui à 611 à terme, soit une augmentation de plus de 80%. Ces fonciers sont essentiellement situés autour du secteur de la Bourdonnais, en mitoyenneté du site de l'hôpital. À ce stade, ces objectifs constructifs ne sont pas encore tous déclinés. Mais une partie des fonciers a été ciblée comme contrepartie foncière à Action Logement. Le site de la Bourdonnais accueillera une quinzaine de logements en accession par Flandres Opale Habitat. **Le site Fénelon sera occupé par environ 13 logements en locatif libre de la Foncière Logement, qui construira également une douzaine de logements sur le site de l'avenue de la Fosse 12.**

Pour le reste du foncier libéré, le projet transitoire d'agriculture urbaine permettra d'occuper le site avant d'envisager un projet immobilier, à coordonner avec la programmation projetée sur le foncier libéré par le départ de l'hôpital prévu à horizon mi 2027.

La convention pluriannuelle signée par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine dans le cadre d'un programme dont la mise en œuvre lui a été confiée en application de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 précitée prévoit ainsi, au titre des opérations définies, la vente des 60 logements précités. La convention vaut autorisation de vente de cet ensemble de logements, après accord du maire signataire de la convention.

« L'autorisation de vente met fin, pour ces logements, à la date de départ du dernier locataire, aux effets de la convention conclue en application de l'article L. 831-1. Lorsqu'elle ne porte que sur les logements faisant l'objet de l'autorisation, la convention est résiliée. Si les logements faisant l'objet de l'autorisation figurent dans une convention portant sur un ensemble de logements plus important, les logements faisant l'objet de l'autorisation sont exclus de la convention par avenant.

« L'aliénation des logements ayant donné lieu à l'autorisation de vente déroge aux articles L. 443-7 à L. 443-12-1, à l'exception des conditions d'ancienneté, d'habitabilité et de performance énergétique prévues à l'article L. 443-7 lorsque le logement conserve un usage d'habitation. Le prix de mise en vente est fixé par l'organisme propriétaire.

Article 5.1.3 – Le quartier de la République – Cité 4 sud à Avion

Sans objet

Article 5.1.4 – Le quartier Vent de Bise – Jean Lebas à Liévin

Le projet Liévinois prévoit la démolition de l'ensemble du parc social sur le périmètre d'intervention. Sa particularité réside dans la construction d'un projet mixte comprenant quelques logements sociaux (**40**) dans un secteur concentrant essentiellement de l'habitat privé, les typologies projetées incluant de l'habitat individuel, intermédiaire **et collectif**. Ainsi, sur l'ensemble du périmètre opérationnel, **188 logements sont projetés, dont 148 privés**.

Sur le secteur du Vent-de-Bise, 8 logements en accession sociale sous MO CoopArtois (T4 uniquement) sont projetés, **ainsi que 30 logements collectifs en locatif privé, 12 logements individuels en accession privée et 30 logements intermédiaires**.

Le secteur Jean Lebas fait l'objet d'un projet de résidence privée **intergénérationnelle** composée de **40** logements (locatif privé), **ainsi que 8 logements collectifs en locatif privé et 20 logements individuels en accession privée**.

Article 5.1.5 – Phasage des opérations de mise sur le marché

Sans objet

L'article 5.2 « La mobilisation des contreparties pour le Groupe Action Logement : des apports en faveur de la mixité » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Les contreparties pour le groupe Action Logement visent à favoriser la mixité et la diversité de l'habitat en amenant une population nouvelle de salariés et ainsi réduire les inégalités dans les quartiers prioritaires politique de la ville visée par le NPNRU.

Les contreparties mises à disposition du groupe Action Logement au titre de la présente convention pluriannuelle de renouvellement urbain correspondent à :

- Environ **2000 m²** de droits à construire (surface de plancher développée) prenant la forme de terrains cédés à l'euro symbolique et transférés en pleine propriété à Foncière Logement ou à un ou plusieurs opérateur(s) auxquels Foncière Logement aura transféré ses droits. Sur ces fonciers aménagés, tout type et gamme de produits pourront être développés à l'exception de logements locatifs sociaux.
- Environ 1200 m² de droits à construire (surface de plancher développée) prenant la forme de terrains cédés à l'euro symbolique et transférés en pleine propriété à Flandre Opale Habitat, filiale du groupe Action Logement à laquelle, par la présente, Foncière Logement transfère ses droits. Sur ces fonciers aménagés, tout type et gamme de produits pourront être développés à l'exception de logements locatifs sociaux.
- **226 (nombre total) droits de réservation en flux de logements locatifs sociaux, correspondant à 60,9 % du nombre de logements locatifs sociaux dont la construction et la requalification sont financées par l'Agence, ou le cas échéant par d'autres financeurs (notamment FEDER et LBU), dans le cadre de la présente convention pluriannuelle (et du protocole de préfiguration).**

Le nombre global de droits de réservation en droits uniques est calculé sur les bases suivantes :

Calcul du nombre de droits de réservation en droits uniques selon la catégorie d'opération			
Zones géographiques/Type d'opérations	% sur nombre total de logements construits en QPV	% sur nombre total de logements requalifiés < à 45 000 €	% sur nombre total de logements requalifiés > à 45 000 €
4 - Autres Grands pôles	56,0% soit 52 droits	56,0% soit 16 droits	64,0% soit 158 droits

Parmi ce volume global de réservations en droits uniques, pour les premières mises en location des opérations de reconstitution et de requalification en milieu vacant, Action Logement Services bénéficiera d'un droit de réservation à hauteur de :

- 17,5% du nombre total de logements reconstitués en QPV et requalifiés dont le coût est inférieur à 45.000 € par logement, soit 21 droits ;
- 20% du nombre total de logements requalifiés dont le coût est supérieur à 45 000 € par logement soit 28 droits.

Ces pourcentages s'appliquent pour les logements mis en location au titre de l'ensemble des opérations d'un bailleur social dans le cadre d'une même convention pluriannuelle.

En amont de la mise à disposition des logements locatifs sociaux visés, ces droits de réservation accordés à Action Logement Services sont formalisés dans une convention de financement et de réservation entre Action Logement Services et les organismes de logement social concernés.

Ces droits de réservation sont définis en tenant compte des orientations de la conférence intercommunale du logement prévue à l'article L 441-1-5 du CCH, qui prend notamment en compte les besoins des ménages salariés.

Ces droits de réservation devront être mis à disposition d'Action Logement Services dans un délai maximum de 30 ans à compter de la date de signature de la convention de financement et de réservation entre Action Logement Services et les organismes de logement social concernés. Ils sont convertis en flux annuel dans les conventions de réservation, prévues par le décret n° 2020-145 du 20 février 2020.

Ces droits de réservation doivent être cohérents avec la stratégie de relogement et d'attribution mentionnée à l'article 6 de la présente convention.

Ces contreparties et leurs modalités de mise en œuvre sont détaillées respectivement en annexe B1 et B2 à la présente convention pluriannuelle.

Les modalités techniques de suivi et de pilotage des contreparties en faveur du Groupe Action Logement prévues par la convention tripartite entre l'Etat, l'ANRU, et Action Logement du 11 juillet 2018, avenantée le 10 juillet 2021, pourront être précisées dans une instruction commune Action Logement – ANRU.

Article 3.6 – Modification de l'article 6 du titre II « La stratégie de relogement et d'attributions »

Sans objet

Article 3.7 – Modification de l'article 7 du titre II « La gouvernance et la conduite du projet »

L'article 7.1 « La gouvernance » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Sans objet

L'article 7.2 « La conduite de projet » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Sans objet

L'article 7.3 « La participation des habitants et la mise en place des maisons du projet » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Sans objet

L'article 7.4 « L'organisation des maîtres d'ouvrage » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Sans objet

L'article 7.5 « Le dispositif local d'évaluation » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Sans objet

Article 3.8 – Modification de l'article 8 du titre II « L'accompagnement du changement »

L'article 8.1 « Le projet de gestion » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Sans objet

L'article 8.2 « Les mesures d'insertion par l'activité économique des habitants » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Les maîtres d'ouvrage financés par l'ANRU s'engagent à appliquer les dispositions de la charte nationale d'insertion relative au NPNRU qui vise à mettre la clause d'insertion au service de réels parcours vers l'emploi des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, en l'inscrivant dans la politique locale d'accès à l'emploi et à la formation et dans le volet développement économique et emploi du contrat de ville. Pour ce faire, le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage financés par l'ANRU fixent, à travers la présente convention, des objectifs quantitatifs et qualitatifs en matière d'insertion, s'accordent sur les marchés et les publics cibles de la clause et en définissent les modalités de pilotage, suivi et évaluation, en étant particulièrement vigilant aux modalités de détection, d'accompagnement et de formation des bénéficiaires en amont et tout au long de leurs parcours, au partenariat avec les entreprises, et à la mobilisation de l'ensemble des acteurs locaux de l'insertion par l'activité économique.

- Objectifs quantitatifs sur les opérations d'investissement

Les objectifs qui vont être affichés dans cette partie sont basés uniquement sur les opérations inscrites au tableau financier de l'ANRU. Il y aura une recherche d'insertion économique pour les opérations non financées par l'ANRU mais ne s'inscrivant pas dans le cadre de cette convention, l'application n'étant pas systématisée, mais discutée pour chacune des opérations.

La règle de calcul sur un marché de travaux, pour un objectif minimal d'insertion à 5%, est :

$$\text{Heures d'insertion minimum} = \frac{40\% \text{ du montant du marché HT}}{35\text{€ (coût d'une heure de travail)}} * 5\%$$

Dans le cadre des opérations d'investissements liées au projet de renouvellement urbain, les objectifs d'heures d'insertion à atteindre sont les suivants :

	Montant d'investissement	Nombre d'heures travaillées	Objectif d'insertion en %	Objectif d'insertion en nombre d'heures
À l'échelle du projet :	150 112 561 €	1 715 572 h	5 %	85 779 h
Communauté d'Agglomération Lens-Liévin	13 993 836 €	159 930 h	5 %	7996 h
Ville de Lens	29 981 178 €	342 642 h	5 %	17 132 h
Ville d'Avion	8 337 651 €	95 287 h	5 %	4 764 h
Ville de Liévin	8 989 893 €	102 742 h	5 %	5 137 h
Maisons et Cités	27 730 670 €	316 922 h	5 %	15 846 h
Pas-de-Calais Habitat	45 132 728 €	515 803 h	5 %	25 790 h
SIA Habitat	2 379 050 €	27 189 h	5 %	1 359 h
Coopartois	3 063 390 €	35 010 h	5 %	1 751 h
Opérateurs à définir	7 907 605 €	90 373 h	5 %	4 519 h
Anges Gardins	2 207 866 €	25 233 h	5 %	1 262 h
La Vie Active	388 690 €	4 442 h	5 %	222 h

L'objectif d'heures d'insertion est indiqué dans le dossier de consultation des entreprises (DCE). Ainsi l'entreprise candidate sait exactement quelles sont ses obligations, en quoi consiste la démarche d'insertion à mettre en œuvre, et ce, dès la phase de réponse.

- Objectifs quantitatifs d'insertion sur la gestion urbaine de proximité, et modalités de mise en œuvre

La clause d'insertion est appliquée à l'ensemble des marchés liés à la gestion urbaine de proximité au fur et à mesure de leur lancement pendant toute la durée de la convention de renouvellement urbain, avec un objectif de 10 % des embauches directes ou indirectes. La mise en œuvre des actions liées à la gestion au quotidien, ainsi que la mise en œuvre du plan d'action d'amélioration de la GUSP, sont sous la responsabilité de l'ensemble des acteurs concernés (ville, bailleurs, CALL, etc.). Le porteur de projet transmet une fois par semestre au Délégué Territorial Adjoint de l'ANRU les indicateurs suivants :

- Nombre d'heures travaillées pour les opérations liées aux travaux et dans le cadre de la gestion urbaine de proximité ;
- Modalités de réalisation des heures (embauche directe, intérim, alternance, formation...) ;
- Typologie des entreprises attributaires (nombre de salariés, secteur d'activité...) ;
- Nombre de bénéficiaires ;
- Typologie des bénéficiaires : sexe, âge, résidence dans un quartier prioritaire de la politique de la ville... ;
- Situation des bénéficiaires à 6 et 12 mois.

- **Objectif sur l'ingénierie liée au projet de renouvellement urbain**

Une partie des embauches liées à l'ingénierie des projets (équipe projet...), au fonctionnement des équipements et aux actions d'accompagnement (relogement...) doivent faire l'objet de clause d'insertion.

- **Objectifs qualitatifs en matière d'insertion**

Les objectifs qualitatifs doivent préciser les priorités locales pour la démarche d'insertion menée dans le projet de renouvellement urbain : il s'agit de définir de façon partenariale les attendus de la démarche, en réponse au diagnostic local de l'emploi, inscrit dans le contrat de ville. Ces objectifs doivent pouvoir être mesurés par des indicateurs, qui constituent un appui pour le pilotage du dispositif. Les objectifs qualitatifs sont encore à définir dans le cadre des comités techniques emploi/insertion.

- **Pilotage, suivi et évaluation des objectifs d'insertion par l'activité économique**

1) Le comité de pilotage

Sous l'égide du porteur de projet et du Préfet, un comité de pilotage est mis en place pour le pilotage et le suivi des démarches d'insertion menées dans le cadre du projet de renouvellement urbain. Pour éviter la multiplication des réunions, la restitution sera faite lors des COPIL NPNRU. Les signataires de la convention de rénovation urbaine en sont membres de droit. Le PLIE, le service public de l'emploi, les structures d'insertion impliquées y seront associées si besoin. Le comité de pilotage s'appuie sur les instances déjà existantes notamment dans le cadre du contrat de ville mais également avec celles de la politique d'insertion de l'EPCI.

Le comité de pilotage a notamment pour rôle :

- D'impulser la politique d'insertion, de déterminer les modalités de mise en œuvre des clauses et de contribuer à leur généralisation ;
- D'initier et mettre en œuvre des actions visant à informer les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville et faciliter leur accès aux marchés contenant des clauses (accompagnement, formation...) ;
- De mobiliser de nouveaux acteurs publics et privés (promoteurs immobiliers, entreprises situées dans le quartier ou à proximité, organismes de formation...) ;
- De veiller à l'atteinte des objectifs fixés dans la convention de renouvellement.

À ce titre, il valide les indicateurs suivants :

- Nombre d'heures travaillées par famille d'opération ;

- Modalités de réalisation des heures sur les marchés (embauche directe, sous-traitance, recours à une ETTI, ou AI, à un GEIQ, chantier d'insertion, ...) ;
- Types de contrat utilisés lors de l'embauche ;
- Nombre et typologie des populations bénéficiaires sexe, âge, statut de départ, niveau de qualification de départ, zone géographique QPV ;
- Situation des populations à 6 et 12 mois après le début du premier contrat dans le cadre du plan local d'insertion ANRU ;
- Nombre d'embauches directes ou indirectes effectuées pour la gestion urbaine de proximité et la gestion des équipements du quartier (secteur d'embauche, type de contrats).

Les maîtres d'ouvrages s'engagent à transmettre ces informations nécessaires au suivi de ces indicateurs. Le porteur de projet s'engage à transmettre une fois par semestre au moins, le relevé de ces indicateurs à l'ANRU.

2) Le comité technique emploi/insertion

Le comité technique emploi/insertion est le lieu de concertation territoriale pour la mise en œuvre des actions d'insertion nécessaires pour atteindre les objectifs fixés. Il peut, le cas échéant, être couplé avec les comités techniques du projet de rénovation urbaine. Ce comité concerne le porteur de projet, un représentant de l'ANRU, le Délégué du Préfet à la Politique de la Ville, le directeur du PLIE, le chef de projet politique de la ville de la CALL, des représentants des bailleurs, la cellule emploi de la commune ou toute autre personne dont la présence sera jugée nécessaire.

3) Le dispositif d'information des habitants

L'information et la sensibilisation des habitants du quartier au dispositif d'insertion est une condition indispensable à la mise en œuvre de l'insertion et à l'atteinte des objectifs. Dans le cadre du dispositif de concertation et de communication auprès des riverains, un point d'information est mis en place au sein de la maison du projet, implantée dans chaque quartier retenu dans le cadre du NPNRU. Ce lieu d'information sur les différents travaux et projets du programme ANRU se veut également lieu de relais entre les habitants demandeurs d'emploi et acteurs de l'insertion (PLIE, Pôle emploi, PDC Habitat, SIA, GEIQ...).

L'article 8.3 « La valorisation de la mémoire des quartiers » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Sans objet

Article 3.9 – Modification de l'article 9 du titre III « Les opérations programmées dans la présente convention et leur calendrier opérationnel »

Sans objet

Article 3.9.1 – Modification de l'article 9.1 « Les opérations cofinancées par l'ANRU dans le cadre de la convention pluriannuelle »

Sans objet

Article 3.9.1.1- Modification de l'article 9.1.1 « La présentation des opérations cofinancées par l'ANRU dans la présente convention au titre du NPNRU »

Sans objet

Article 3.9.1.1.1 – Modification de l'article 9.1.1.1 – « Les opérations d'ingénierie cofinancées par l'ANRU »

- **Les opérations « Les études, expertises et moyens d'accompagnement du projet / l'accompagnement des ménages / la conduite du projet de renouvellement urbain » sont modifiées et désormais présentées comme suit :**

Insérer le tableau de l'ensemble des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)

Sans objet

- **Les opérations « Le relogement des ménages avec minoration de loyer » sont modifiées et désormais présentées comme suit :**

Insérer le tableau de l'ensemble des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)

Article 3.9.1.1.2 – Modification de l'article 9.1.1.2 « Les opérations d'aménagement cofinancées par l'ANRU »

- **Les opérations « La démolition de logements locatifs sociaux » sont modifiées et désormais présentées comme suit :**

Insérer le tableau de l'ensemble des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)

- **Les opérations « Le recyclage de copropriétés dégradées » sont modifiées et désormais présentées comme suit :**

Insérer le tableau de l'ensemble des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)

Sans objet

- Les opérations « Le recyclage de l'habitat ancien dégradé » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

Insérer le tableau de l'ensemble des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)

- Les opérations « L'aménagement d'ensemble » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

Insérer le tableau de l'ensemble des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)

Article 3.9.1.1.3 – Modification de l'article 9.1.1.3 « les programmes immobiliers cofinancés par l'ANRU »

- Les opérations « La reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux (LLS) » sont modifiées et présentées comme suit :

	Nombre total de LLS reconstitués et cofinancés par l'ANRU	Dont hors-QPV et dans la commune	Dont hors- QPV et hors commune	Cas dérogatoire	Zone géographique de reconstitution (de 1 à 5)
PLUS neuf					
PLUS AA					
Total PLUS					
% PLUS sur le total programmation					
PLAI neuf					
PLAI AA					
Total PLAI					
% PLAI sur le total programmation					
Total programmation					

Insérer le tableau de l'ensemble des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)

- Les opérations « La production d'une offre de relogement temporaire » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

Insérer le tableau de l'ensemble des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)

Sans objet

- Les opérations « La requalification de logements locatifs sociaux » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

Insérer le tableau de l'ensemble des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)

- Les opérations « La résidentialisation de logements locatifs sociaux / de copropriétés dégradées » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

Insérer le tableau des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)

- Les opérations « Les actions de portage massif en copropriétés dégradées » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

Insérer le tableau des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)

Sans objet

- Les opérations « La diversification de l'habitat dans le quartier par l'accession à la propriété » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

Insérer le tableau des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)

Sans objet

- Les opérations « La diversification fonctionnelle dans le quartier : les équipements publics et collectifs de proximité » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

Insérer le tableau des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)

Sans objet

- Les opérations « La diversification fonctionnelle dans le quartier : l'immobilier à vocation économique » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

Insérer le tableau des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)

Sans objet

- **Les opérations « Autres investissements concourant au renouvellement urbain » sont modifiées et désormais présentées comme suit :**

Insérer le tableau des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)

Article 3.9.1.2- [le cas échéant] Modification de l'article 9.1.2 « Les conditions de modulation des aides accordées au projet de renouvellement urbain au regard des objectifs d'excellence au titre du NPNRU »

Sans objet

Article 3.9.2 – Modification de l'article 9.2 « Les opérations du programme non financées par l'ANRU »

Sans objet

Article 3.9.2.1- Modification de l'article 9.2.1 « Les opérations bénéficiant des financements de la région (ou du département) notamment dans le cadre d'une convention de partenariat territorial signé par l'ANRU et la région (ou le département) »

L'article est modifié et désormais rédigé comme suit :

Les opérations d'aménagement d'ensemble, d'équipements publics de proximité et d'immobilier à vocation économique font partie du programme approuvé par le comité d'engagement de l'ANRU.

Par délibération N°20170731 en date du 29 juin 2017, la Région Hauts-de-France a fait part de son soutien au Nouveau Programme de Renouvellement Urbain et a ainsi présidé les modalités techniques et financières d'intervention pour les 54 quartiers d'intérêt National et Régional. Des financements « décroisés » sont mis en œuvre avec la participation de la Région à hauteur de 8,67 M€ sur le NPNRU de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin (dont les 135 835 € de subvention Région en phase protocole).

Par ailleurs, la Région accompagne, à hauteur de 744 840 €, l'Association Les Anges Gardins sur son projet Quartier Fertile suite à une réponse à l'AMI « réserve de performance » (délibération 2022.01643 du 22 novembre 2022).

Afin d'être en accord avec les priorités régionales, à savoir : le développement économique des quartiers, les services et équipements publics de proximité, le cadre de vie ou encore l'innovation sociale ou numérique, il a été proposé d'inscrire les opérations suivantes :

- Création d'une maison des jeunes et des associations sur le quartier d'intérêt régional Calonne – Marichelles – Vent de Bise
- Rénovation de l'école Berteloot sur le quartier régional Calonne – Marichelles – Vent de Bise
- Construction d'une salle polyvalente sur le quartier régional Calonne – Marichelles – Vent de Bise
- Construction d'une maison de santé avec commerce solidaire et de proximité sur le quartier régional Calonne – Marichelles – Vent de Bise

Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des opérations faisant l'objet d'un accompagnement financier de la Région Hauts-de-France :

	Libellé opération	Localisation (QPV OU EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage	Assiette subventionnable prévisionnelle Région	Taux de subvention Région	Montant prévisionnel de subvention Région	Date de lancement opérationnel
Operations financées par l'ANRU	LENS - Aménagement Espaces publics AEP1	62498 Lens 6062024 Cité 12-14	COMMUNE DE LENS	5 760 386,19 €	6%	354 200,00 €	
	LENS – Equipement Rénovation groupe scolaire Jean Macé	62498 Lens 6062024 Cité 12-14	COMMUNE DE LENS	12 000 000,00 €	15%	1 816 944,00 €	
	LENS – Centre Socio-Culturel (ex-CAJ)	62498 Lens 6062024 Cité 12-14	COMMUNE DE LENS	3 009 168,05 €	29%	874 636,00 €	
	AVION – Aménagement Secteur 1	62065 Avion 6062019 République - Cité 4 Sud	COMMUNE D'AVION	441 675,00 €	30%	132 503,00 €	
	AVION – Aménagement Secteurs 2/3/5	62065 Avion 6062019 République - Cité 4 Sud	COMMUNE D'AVION	2 966 213,25 €	41%	1 228 500,00 €	
	AVION – Aménagement Réfection des réseaux d'eau potable	62065 Avion 6062019 République - Cité 4 Sud	CA DE LENS LIEVIN	1 743 300,00 €	20%	348 660,00 €	
	AVION – Aménagement Réfection des réseaux d'assainissement	62065 Avion 6062019 République - Cité 4 Sud	CA DE LENS LIEVIN	3 662 100,00 €	5%	183 630,00 €	
	AVION - Construction d'un centre commercial – Quartier République	62065 Avion 6062019 République - Cité 4 Sud	ANCT	3 305 605,50 €	18%	607 832,00 €	
Operations non financées par l'ANRU	Equipements publics de proximité Création d'une maison des jeunes et des associations Secteur Vent de Bise – 62800 Liévin	62510 Liévin, Angres 6062028 Calonne-Marichelles – Vent de Bise	COMMUNE DE LIEVIN	1 498 848,00 €	50%	748 000,00 €	
	Equipements publics de proximité Rénovation de l'école Berteloot Rue du 8 Mai 1945 - 62800 Liévin	62510 Liévin, Angres 6062028 Calonne-Marichelles – Vent de Bise	COMMUNE DE LIEVIN	4 878 300,00 €	26%	1 272 600,00 €	
	Equipements publics de proximité Construction d'une salle polyvalente Rue du 8 Mai 1945 - 62800 Liévin	62510 Liévin, Angres 6062028 Calonne-Marichelles – Vent de Bise	COMMUNE DE LIEVIN	856 325,00 €	37%	318 750,00 €	
	Immobilier à vocation économique Construction d'une maison de santé avec commerce solidaire et de proximité - 62800 Liévin	62510 Liévin, Angres 6062028 Calonne-Marichelles – Vent de Bise	COMMUNE DE LIEVIN	1 589 422,00 €	42%	647 910,00 €	
	Total global des financements Région					8 534 165,00 €	

Article 3.9.2.2- Modification de l'article 9.2.2 « Les opérations bénéficiant de l'Anah »

Sans objet

Article 3.9.2.3 – Modification de l'article 9.2.3 « les opérations bénéficiant de financements de la Caisse des dépôts et consignations »

Sans objet

Article 3.9.2.4 – Modification de l'article 9.2.4 « les opérations bénéficiant des financements d'autres Partenaires associés »

Sans objet

Article 3.9.3 – Modification de l'article 9.3 « Les opérations financées par le PIA au titre de l'axe 1 de l'action VDS et/ou du volet « quartiers » de l'action TI » et/ou de l'action « Démonstrateurs de la ville durable »

Sans objet

Article 3.9.4 –Modification de l'article 9.4 « Les opérations financées au titre de l'appel à projets « Les Quartiers Fertiles » »

L'article est modifié et désormais rédigé comme suit :

Insérer le tableau de l'ensemble des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)

Sans objet

Article 3.10 – Modification de l'article 10 relatif au plan de financement des opérations programmées

L'article est modifié et désormais rédigé comme suit :

- **La participation financière de l'ANRU au titre du NPNRU s'entend pour un montant global maximal de concours financiers prévisionnels de 69 251 498,22 €, comprenant 61 996 282,34 € de subventions, et 7 255 215,88 € de volume de prêts distribués par Action Logement Services.** Cette participation se répartit sur les quartiers concernés de la façon suivante :
 - **41 159 341,21 € de concours financiers prévisionnels comprenant 36 557 041,33 € de subventions et 4 602 299,88 € de prêts portant sur les quartiers d'intérêt régional,**
 - **28 092 157,01 € de concours financiers prévisionnels comprenant 25 439 241,01 € de subventions et 2 652 916,00 € de volume de prêts portant sur les quartiers d'intérêt national.**
- 1 078 003,99 € de concours financiers prévisionnels de l'Appel à Projets « Les Quartiers Fertiles »
- La participation financière de l'Anah s'entend pour un montant global maximal, non actualisable, de 0 €.
- La participation financière de la Caisse des Dépôts s'entend pour un montant global maximal, non actualisable, de 150 000,00 €. La mise en œuvre du programme s'appuie par ailleurs sur le financement en prêts de la Caisse des dépôts pour un montant prévisionnel de 10 217 762,52 €. Les modalités d'intervention seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents maîtres d'ouvrage concernés. Les décisions d'octroi des financements de la Caisse des Dépôts seront prises par les comités d'engagement compétents. Les caractéristiques des prêts, y compris le taux d'intérêt, sont celles en vigueur au jour de l'émission de chaque contrat de prêt.
- La participation financière de la Région Hauts-de-France s'entend pour un montant maximal de 8 534 165,00 € (délibération n°23021.00592 du 30 mars 2021) pour toutes les opérations financières décrites à l'article 9 auquel s'ajoute un montant de 744 840 € pour le projet « Quartiers Fertiles » (délibération 2022.01643 du 22 novembre 2022),

Pour rappel :

- Le tableau financier des opérations physiques relatif au protocole de préfiguration portant sur les quartiers concernés par la présente convention pluriannuelle figure en annexe C8.

Le tableau ci-dessous indique les concours financiers NPNRU totaux programmés (protocole et convention) par quartier concerné par la présente convention⁴ : (C : Convention ; P : Protocole ; T : Total)

Quartier concerné (nom et numéro du QPV)	Montant de subvention NPNRU	Volume de prêt bonifié NPNRU	Concours financiers NPNRU totaux
LENS Cité du 12-14 QP062024	C : 25 439 241,01 €	C : 2 652 916,00 €	C : 28 092 157,01 €
	P : 510 135,36 €	P : 314 400,00 €	P : 824 535,36 €
	T : 25 949 376,37 €	T : 2 967 316,00 €	T : 28 916 692,37 €
AVION Quartier République Cité 4 Sud QP062019	C : 17 501 077,75 €	C : 4 468 300,00 €	C : 21 969 377,75 €
	P : 148 750,00 €	P : 0 €	P : 148 750,00 €
	T : 17 649 827,75 €	T : 4 468 300,00 €	T : 22 118 127,75 €
LIEVIN Quartier Calonne Marichelles Vent de Bise QP062028	C : 17 305 963,58 €	C : 133 999,98 €	C : 17 439 963,46 €
	P : 148 662,50 €	P : 0 €	P : 148 662,50 €
	T : 17 454 626,08 €	T : 133 999,98 €	T : 17 588 626,06 €
Quartiers Fertiles QP99100	C : 1 078 003,99 €	C : 0 €	C : 1 078 003,99 €
	P : 0 €	P : 0 €	P : 0 €
	T : 1 078 003,99 €	T : 0 €	T : 1 078 003,99 €
Quartiers multisites QP99200	C : 1 750 000,00 €	C : 0 €	C : 1 750 000,00 €
	P : 0 €	P : 0 €	P : 0 €
	T : 1 750 000,00 €	T : 0 €	T : 1 750 000,00 €
Totaux :	C : 63 074 286,33 €	C : 7 255 215,88 €	C : 70 329 502,21 €
	P : 807 547,86 €	P : 314 400,00 €	P : 1 121 947,86 €
	T : 63 881 834,19 €	T : 7 569 615,88 €	T : 71 451 450,07 €

⁴ Le cas échéant la présente convention fait mention des concours financiers NPNRU programmés dans les autres conventions NPNRU portant sur le même territoire intercommunal, et les tableaux financiers concernés sont joints pour information en annexe C9.

ARTICLE 4 – DATE D’EFFET ET MESURE D’ORDRE

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par la dernière partie prenante signataire.

Les clauses de la convention pluriannuelle non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées et applicables conformément aux dispositions prévues dans la Convention pluriannuelle.

La convention pluriannuelle et ses avenants successifs, en ce compris le présent avenant, forment un tout indivisible. Une version actualisée de la convention pluriannuelle consolidant l'ensemble des modifications sera remise à l'ANRU par le porteur de projet.

ANNEXES

TABLEAU FINANCIER et ANNEXES DU CONTRAT MODIFIES (fiches descriptives des opérations, annexes B1 et B2 sur les contreparties Action Logement notamment)